



le cercle - réfléchir les droits de l'homme
think-tank de la Licra

Note du Cercle

Dynamiques migratoires dans le monde



Catherine Wihtol de Wenden
Directrice de recherche au CNRS (CERI, Sciences-Po)

Les migrations internationales ont triplé en quarante ans, atteignant aujourd'hui quelques 260 millions de migrants internationaux (mais 740 millions environ de migrations internes). Un milliard de la population de la planète est donc en mouvement, surtout à l'intérieur de son propre pays : en Chine par exemple, on compte environ 240 millions de migrations intérieures, soit l'équivalent de l'ensemble des migrants internationaux. Plusieurs facteurs sont susceptibles de provoquer la poursuite, lente et continue de ces migrations, plutôt que l'invasion et la conquête : les écarts démographiques entre le « nord » qui vieillit et le sud où l'on assiste à des transitions démographiques mais aussi à des croissances fortes (Afrique sub saharienne) avec une population jeune et sous-employée, l'inégale répartition des richesses industrielles et énergétiques, les crises politiques porteuses de réfugiés et de déplacés internes, l'urbanisation galopante de la terre, le changement climatique porteur de déplacés environnementaux, les facilités de transport de masse. D'autres facteurs la limitent, comme l'obligation de visas pour les deux tiers de la planète, les politiques sécuritaires de fermeture des frontières et de déportation, les politiques de dissuasion qui laissent dans la condition de sans-papiers de nombreux migrants ou provoquent des morts aux frontières des pays riches.

Un monde en mouvement...

Le monde bouge, même si l'essentiel de la population mondiale demeure sédentaire (on compte environ 3, 5 % seulement de la planète en situation migratoire). Ces migrations, tout en se mondialisant (peu de pays sont aujourd'hui à l'écart des dynamiques de départ, d'arrivée et de transit), se sont aussi fortement régionalisées. Des systèmes migratoires régionaux se dessinent, amorçant des complémentarités entre l'offre et la demande de main d'œuvre autour d'espaces circonscrits par des réseaux linguistiques et culturels transnationaux : le continent nord- américain, l'Amérique du sud, l'Europe et la rive sud de la méditerranée, la Russie et ses voisins, la Turquie et ses voisins, l'Asie du sud- est, le Japon et l'Australie. Beaucoup des migrants se dirigeant vers ces régions sont aussi originaires de ces mêmes régions : Mexicains aux Etats-Unis, Andins dans le cône sud- américain, Maghrébins et Turcs en Europe, migrants d'Asie centrale en Russie, populations du sud-est asiatique au Japon, en Australie et en Corée du sud.

Les catégories de migrants sont devenues de plus en plus floues : à la différence du passé où nombre de réfugiés, dissidents de l'est, se distinguaient fortement des travailleurs non qualifiés, aujourd'hui ce sont les mêmes qui tantôt utilisent la demande d'asile, l'accès au marché du travail ou le regroupement familial pour entrer légalement.

Des sans-papiers peuvent aussi, au cours de leur vie, emprunter de nombreux statuts s'ils réussissent à se maintenir durablement sur le territoire d'accueil et s'ils sont qualifiés. Enfin, les catégories de pays elles-mêmes sont évolutives car beaucoup de pays de départ sont aussi devenus des pays d'accueil et de transit, comme le Maroc, la Turquie, le Mexique.

De nouveaux profils de migrants sont apparus également, comme les étudiants qui entrent sur le marché du travail dans le pays de leurs études, les migrants pendulaires qui vivent sur deux espaces connectés entre eux, les déplacés environnementaux, les gardiennes des personnes âgées, les seniors qui s'installent au soleil, les travailleurs à distance du e business...

Mais le changement le plus important est peut-être le changement de la direction des migrations, avec l'émergence du sud comme destination finale : pays émergents comme le Brésil, l'Inde et la Chine, pays pétroliers comme les pays du Golfe ou l'Angola mais aussi détenteurs de ressources minières. Environ 110 millions de migrants vont du sud au nord, mais près de 90 millions vont du sud au sud, le reste étant constitué par les migrations nord-sud et nord-nord (ces Européens qui quittent l'Europe vers d'autres pays développés ou d'autres pays européens que le leur comme les migrants d'est en ouest et du sud au nord de l'Europe, avec la crise).

L'Europe, devenue durant ces trente dernières années, la plus grande région migratoire du monde en termes de flux, va-t-elle alors cesser d'attirer de nouveaux migrants au profit des sud ? Son mode de vie attire, par les images qu'elle produit dans les media, même si la situation est critique pour les plus démunis. On observe que la réalité est plus complexe, car elle est mue par un ensemble de réseaux sans lesquels il n'y aurait pas de migrations : la communication audiovisuelle, internet et téléphonique, la proximité linguistique, l'existence de liens familiaux déjà constitués avec des migrations antérieures, le voisinage géographique sont de puissants facteurs de liens migratoires sans compter le passé colonial ou d'anciennes pratiques politiques d'accord bilatéraux de main d'oeuvre (Turcs en Allemagne, Mexicains aux Etats-Unis).

Des territoires vides aux riches ressources du sous-sol, comme la Russie, attirent encore peu les Européens mais les populations d'Asie centrale s'y déplacent, et la partie sibérienne est sollicitée par les Chinois. Des pays du sud riches en pétrole mais peu peuplés n'attirent qu'une immigration de travail sans vocation à l'installation. Des pays de la rive sud de la méditerranée sont devenus, malgré eux, des sas, du fait de la pression exercée par les Européens pour qu'ils ferment leurs frontières à leurs voisins du sud, tout en accueillant à bras ouverts les touristes, les entrepreneurs, leurs diasporas qualifiées et les candidats du nord à l'installation au soleil de longue durée.

Autre transformation : les pays de destination des réfugiés. La plupart des pays d'accueil sont aujourd'hui des pays du sud, car les plus pauvres se dirigent vers des pays voisins. Même si l'Europe, les Etats-Unis, le Canada ont été et continuent d'être de grands pays d'accueil de demandeurs d'asile (qui accèdent d'ailleurs de plus en plus difficilement au statut de réfugié), ce sont l'Iran, le Pakistan, la Turquie, la Syrie, la Jordanie, le Liban qui ont accueilli ces vingt dernières années les victimes des crises du Proche et du Moyen Orient. Les révolutions arabes ont, pour l'essentiel, produit des déplacés chez leurs voisins : Libyens en Tunisie, Tunisiens en Italie et en France, Syriens en Turquie. Le continent africain, grand producteur de réfugiés, est aussi une grande zone d'accueil des déplacés forcés, internationaux et internes.

Quant aux déplacés environnementaux, cantonnés pour l'essentiel au sud de la planète, il s'agit pour l'instant essentiellement de migrations du sud au sud et de migrations internes. Leur nombre, d'après les experts, pourrait avoisiner celui des migrants internationaux d'aujourd'hui d'ici la fin du siècle.

Ces mutations sont aussi affectées, dans un monde qui à la fois valorise la mobilité pour les uns (les plus riches, les plus diplômés, les plus entreprenants), et la réprime pour les autres (les moins qualifiés, les pauvres) par le régime des frontières, ouvertes aux uns et fermées ou semi ouvertes aux autres, sous la pression d'opinions publiques qui perçoivent les migrants comme un « problème ». Ces frontières sont, dans l'ensemble, fermées vers le nord et ouvertes vers le sud. Nombre d'effets pervers en résultent : violations des droits de l'homme avec les sans-papiers, morts aux frontières, économie criminalisée du passage, coût de la gestion militarisée des frontières. Mais la migration va se poursuivre car elle vient atténuer les grandes lignes de fracture du monde et favoriser la fluidité des échanges.

Changer de regard...

Malgré le fait que les migrations se soient imposées comme une donnée nouvelle dans l'espace international des Etats, beaucoup refusent cette réalité, leurs populations (au nord comme au sud) arborant une attitude de déni et de repli sur soi. Le migrant est source de bien des contradictions dans le discours international et national sur les migrations : il rapporte économiquement et constitue parfois une nécessité démographique pour le rajeunissement des populations et la compétitivité des pays d'immigration, mais il suscite des inquiétudes relatives à son « intégration » et aux mutations culturelles des sociétés d'accueil. Des contradictions animent le discours international sur les migrations, comme la valorisation de l'économie de marché et les logiques qui conduisent à piller certains pays ou à rendre non compétitives leurs productions agricoles.

De curieuses alliances pour l'ouverture des frontières allient les employeurs, les défenseurs des droits de l'homme, les Eglises, les protagonistes du commerce et du tourisme international. Pour la fermeture se retrouvent ensemble les partisans du protectionnisme, de la défense de l'Etat providence et les populistes.

Enfin, la gouvernance mondiale des migrations, encouragée au début des années 2000 par Kofi Annan et par de nombreuses organisations internationales (ONU, HCR, OIM, BIT notamment), peine à s'imposer dans l'agenda mondial : on ne parle pas des migrations au G8, ni au G20 car le thème est considéré comme trop sensible ou n'étant pas encore d'intérêt majeur alors qu'il va constituer l'un des plus grands enjeux du XXIème siècle. Le processus consistant à faire dialoguer, de façon multilatérale, tous les acteurs impliqués dans la dynamique des migrations (OIG, ONG, Etats de départ et d'accueil, Eglises, syndicats, patronat, associations de défense des droits, associations de migrants, acteurs du développement), piétine, alors qu'en 2013 une évaluation du Dialogue de haut niveau sur la gouvernance des migrants a eu lieu aux Nations Unies, à l'initiative pourtant, suite à la crise de 2015, du Pacte mondial Migrants et réfugiés de 2018.

C'est à l'échelon régional que les initiatives de construction d'espaces régionaux de libre circulation des personnes semblent plus prometteuses, malgré de graves difficultés de mise en œuvre : Union Européenne pour les Européens de l'Union, mais aussi Mercosur, pour plusieurs Etats d'Amérique latine, CEDEAO (ou ECOWAS, en anglais) pour 15 pays d'Afrique de l'Ouest, ATT entre l'Australie et la Nouvelle Zélande, ALENA (mais sans libre circulation entre Etats-Unis, Canada et Mexique), migrations de courte durée devenue libre autour de la Russie et de la Turquie, ASEAN en Asie.

Malgré leur fragilité et leurs faiblesses, ces initiatives régionales, souvent menacées par les crises politiques, sont porteuses de la reconnaissance de la nécessité d'accorder plus de liberté au mouvement des personnes et de considérer positivement celui-ci.

Enfin, le droit à la mobilité tend à s'imposer comme nouveau droit à conquérir dans l'agenda du XXIème siècle, puisque la mobilité est valorisée comme attribut de la modernité, que les deux tiers de la population de la planète ne peuvent circuler librement et qu'une infime partie de ceux-ci sont aujourd'hui en mouvement.

Les plus pauvres ne sont pas encore partis et ne partiront pas si vite car pour migrer il faut des ressources économiques, de liens familiaux ou relationnels, une langue parlée à l'étranger, des niches de travail, une connaissance des réseaux.

La mobilité a commencé à s'affirmer comme bien public mondial depuis la Conférence mondiale sur la population du Caire (1994), puis dans les initiatives onusiennes de gouvernance multilatérale (2003-2006), dans les rapports internationaux sur le développement, défini aujourd'hui comme lié, à court et moyen terme aux migrations (PNUD 2009), enfin comme énonciation d'un attribut d'une citoyenneté qui dépasse les frontières, une citoyenneté du monde et non plus du seul Etat nation.

Un monde sans frontière n'est pas dénué d'utopie, car les Etats restent maîtres de la gestion de leurs frontières, même si des règles supranationales s'imposent à eux en termes d'éthique et de droits de l'homme ou du fait de la construction de logiques régionales, comme l'Europe, ou économiques, plus largement. Mais la fermeture des frontières est une idée fautive, coûteuse, inefficace, qui va à l'encontre de la rencontre du monde dans le monde à laquelle on assiste aujourd'hui en grande nature, dans un monde de plus en plus interdépendant où les migrations sont le fruit de ces interdépendances. Elles sont porteuses de globalisations contradictoires, à court terme, mais qui, loin d'aboutir à une impasse, devraient déboucher sur un monde plus fluide, un monde où tout circule y compris les personnes, un monde liquide, en quelque sorte.

Octobre 2018

Les contenus des notes et des entretiens du Cercle de la Licra ne représentent ni les positions du Cercle de la Licra ni celles de la Licra mais nourrissent nos réflexions communes. Ils peuvent en revanche faire l'objet de propositions après discussion au sein du Bureau Exécutif de la Licra et d'un vote au Conseil Fédéral de la Licra.